

BANQUET SOCIAL



Prix de l'abonnement :
Un an. 42 fr.
Six mois. 6
Trois mois. 3

Journal du XII^e Arrondissement.

Tout ce qui concerne la Rédaction ou les Annonces doit être adressé franco au bureau du Journal, place MAUBERT, 9.

Sommaire : Les Élections municipales. — Opérations électorales. — XII^e arrondissement. — Actes officiels. — Fête du Champ-de-Mars. — Nouvelles étrangères. — Nouvelles des départements. — Faits divers. — Théâtres.

Paris, 26 avril.

Les élections municipales.

L'élection des officiers de la garde nationale a fait commencer à tous les citoyens, enfin reconnus égaux, le libre exercice de leurs droits civiques, en les réunissant dans la communion du suffrage universel.

Après ce premier vote, qui a été pour ainsi dire leur apprentissage électoral, leur instruction primaire de patriotes, ils ont eu à prouver leur virilité républicaine par une épreuve plus sérieuse, plus difficile.

Ils ont nommé les représentants de la France ; ils ont posé les pierres angulaires sur lesquelles doit reposer l'édifice de l'avenir.

Cependant leur tâche électorale n'est pas encore achevée.

Après les officiers de la garde nationale, après les membres de l'Assemblée constituante, il leur reste encore à choisir les hommes qui doivent composer les municipalités.

Quoi que moins grave assurément que la nomination des représentants du peuple, celle des maires et des adjoints des trente-six mille communes de France ne laisse pas d'avoir une importance majeure.

Du choix bon ou mauvais, des magistrats municipaux dépend souvent la prospérité ou la souffrance des localités.

Les municipalités sont la magistrature exécutive du pouvoir d'en haut !

Eh bien ! ce pouvoir suprême deviendra souvent, nul dans ses œuvres les meilleures, s'il n'a pas des ministres purs, sages, intelligents, éclairés, dignes de lui.

A quoi sert que le bras soit puissant, la main habile, si l'instrument ne seconde pas les efforts.

Le monde politique et social peut être comparé à une vaste machine.

Eh bien ! dans une machine irréprochable, il ne suffit pas que la chaudière soit parfaitement solide, que le piston imprime une force d'action énorme à la bielle motrice, il faut encore que tous les rouages, même les plus petits, n'aient pas un défaut, soit qu'on les prenne isolément, soit qu'on les considère dans leur fonction d'engrenage.

Les municipalités sont les petits rouages de la machine sociale qui dans l'Etat républicain fera mouvoir la volonté de l'Assemblée constituante ou législative.

Nous avons eu bien des fois sous les yeux l'exemple des entraves que des municipalités mal composées pouvaient apporter aux actes les plus sages du pouvoir, dans les localités qu'elles devaient diriger.

Nous l'avons eu près de nous depuis quelques semaines cet exemple regrettable.

Bien d'autres communes de France ont déploré les mêmes abus, les mêmes fautes que nous.

Prenons garde ; il dépend de nous de porter un remède efficace à un mal qui était le résultat presque inévitable d'un Gouvernement provisoire constitué subitement et qui n'a pas eu encore pour ainsi dire le temps de se reconnaître.

Soyons prudents et sévères dans nos choix. Refusons l'honneur de nos suffrages aux hommes dont le passé ne garantirait pas l'avenir. Ne cédon rien à l'intrigue des ambitieux : n'écoutons que notre conscience, comme nous n'avons dû écouter qu'elle dans le choix de nos représentants.

Toute élection impose de sérieux devoirs ; se jouer de celle qui paraît la plus minime serait un crime de lèse-patrie.

Au nom des misères que nous avons endurées sous le régime déchu, régime de brigues honteuses et de corruption vénale, ne nous exposons pas à les souffrir encore en suivant la voie du passé.

GEORGES OLIVIER.

Opérations électorales.

STATISTIQUE DES VOTANTS.

Les boîtes renfermant les bulletins de vote ont été reportées ce matin, des mairies où elles avaient été déposées hier au soir, dans toutes les sections. Les porteurs étaient accompagnés de gardes nationaux.

Les boîtes ont été immédiatement descellées, et le dépouillement des scrutins a commencé.

Pour hâter cette laborieuse opération, chaque bureau de section s'était divisé, selon le nombre des votants, en trois ou quatre commissions de scrutins, surveillées par un président.

Des registres de scrutateurs, par ordre alphabétique, avaient été disposés, et l'inscription se faisait, lentement sans doute, mais avec la plus grande facilité. Les soins apportés à cette inscription préviennent toute erreur.

Nous avons déjà annoncé, à l'aspect des listes imprimées, que le nombre des noms jetés dans l'urne serait considérable. Nous avons assisté au dépouillement d'une section, et 269 noms étaient sortis quand on était à peine au milieu de l'opération. On compte sur 500 noms au moins à inscrire.

Nous n'avons pu nous procurer, pour l'heure de mettre sous presse, le résultat, sinon exact, du moins le plus approximatif, des élections de Paris.

Voici les seuls détails que nous avons pu recueillir :

Le 1^{er} arrondissement était divisé en 52 sections. Le nombre des cartes disposées s'élevait à 55,915. Il n'a été retiré que 19,031 cartes ; 14,142 cartes sont donc restées. S'il n'y a pas là, comme on le pense, beaucoup de doubles emplois, il y a une apathie qu'on ne peut trop déplorer et blâmer. Les négligents seraient-ils des absents ou, déjà, des émigrés ?

Le 2^e arrondissement était aussi divisé en 52 sections ; 59,895 cartes avaient été faites ; il n'en a été retiré que 24,652. Il reste donc à la mairie 15,265 cartes. Les mêmes observations que nous venons de présenter pour le 1^{er} arrondissement s'appliquent donc au 2^e.

Toutes nos félicitations doivent être adressées aux citoyens électeurs du 3^e arrondissement. Sur 14,876 inscrits, 15,944 ont retiré leurs cartes. 852 cartes seules restent à la mairie. — Sur les 15,944 électeurs porteurs de carte, 15,785 seulement ont voté. Le 3^e arrondissement était divisé en 18 sections.

52 sections formaient le huitième arrondissement. 28,800 électeurs étaient inscrits, mais à peu près un millier de cartes ont été distribuées sans inscription. Le nombre des électeurs a donc dû s'élever à 29,800 environ. Il reste à la mairie 7,045 cartes. C'est un chiffre de 22,757 cartes employées.

Le neuvième arrondissement avait seize sections et 15,700 électeurs inscrits. Il n'a été retiré que 10,105 cartes, et il en reste 5,595.

Le dixième arrondissement présente le plus de régularité et le plus de ponctualité dans l'ordre suivi pour la composition des listes et des sections dans le chiffre constaté. Les autres arrondissements ont formé leurs sections selon les circonscriptions admises pour les élections de la garde nationale. Des influences de camaraderie ont pu être exercées. Le dixième arrondissement a fait mieux : il a composé les sections selon l'ordre alphabétique. Tous les quartiers se trouvaient ainsi mélangés. Il a pu arriver de cette manière à une indépendance plus complète dans le vote, et l'ordre alphabétique, d'ailleurs, adopté pour la liste générale, lui a permis de reconnaître et d'éliminer les doubles emplois. Voici les chiffres qui nous ont été fournis : 20 sections ; — 23,116 électeurs inscrits ; — 18,884 cartes retirées ; — 6,252 cartes restantes.

XI^e arrondissement : 21 sections, 24,590 inscrits 14,095 cartes retirées, 9597 cartes votantes. Le XI^e arrondissement est le faubourg Saint-Germain. Avons-nous à constater là encore, non pas seulement des négligents, mais des émigrés... ou des absents ?

Le XII^e arrondissement ne peut établir de chiffre bien exact. Sa population d'électeurs doit être de 50 à 52,000, et il n'a été déposé dans les urnes que 19,155 cartes, plus 120 ou 150 dans une section où le relevé ne nous est pas encore connu.

Il sera curieux de dresser l'état des citoyens dont les cartes n'ont pas été retirées. On saura quels sont les négligents... ou les absents. Peut-être est-il bon que leurs noms soient connus. Il paraît que ce travail, du reste, est déjà ordonné. La mairie du X^e arrondissement doit s'en occuper pour ce qui la concerne.

Autant nous avons trouvé d'obligeance de la part des citoyens maires ou de leurs secrétaires qui nous ont donné les renseignements que nous venons de produire, autant nous avons à nous plaindre du mauvais vouloir du maire de IV^e arrondissement. Il nous a répondu avec un ton qui n'indique pas une connaissance parfaite de l'égalité et de la fraternité républicaines. Nous regrettons d'exprimer ce reproche ; mais l'utilité d'une publication entravée nous y force. Il y a mieux : le citoyen maire du IV^e arrondissement a cru devoir répondre avec la même vivacité et par un même refus, à une demande de renseignements pareils faite au nom du maire de Paris.

Le dépouillement général des votes vérifiés et comptés dans les 580 sections du département de la Seine, auront lieu vendredi, à la Mairie centrale de Paris.

Le résultat des suffrages sera probablement connu par l'organe des journaux du soir, ou au plus tard samedi, par le *Moniteur*.

Il y a bien des ambitions qui se bercent encore d'espérance, mais l'heure de la déception approche, et nous avons la confiance que l'honneur de l'élection rayonnera sur le vrai mérite.

XII^e Arrondissement

Nous avons vivement regretté que le transport des votes des locaux de sections à la mairie ne se soit pas fait dans le XII^e arrondissement comme dans les autres quartiers de Paris.

Nous avons vu des bataillons entiers de la garde nationale guidés par leurs officiers supérieurs, escorter drapeaux et musique en tête les urnes électorales.

Ce cortège donnait à la cérémonie un air de fête nationale, beau d'union et de fraternité, tandis qu'à la même heure nous montions par détachements avec toutes les apparences d'une défiance légitime.

Pourquoi cette différence entre les autres légions et la XII^e ?

Est-ce notre faute ? Bien certainement non.

— La protestation du citoyen Tremblay, couverte de 16,000 signatures, a été déposée mardi au Gouvernement provisoire. Confians dans la justice du pouvoir, nous en attendons les effets.

— Les citoyens Hubert Cailloux et Philippe ont été nommés adjoints sous-officiers du 1^{er} bataillon de la XII^e légion.

Actes officiels du Gouvernement.

Le Gouvernement provisoire a décrété le 23 avril qu'au titre de commissaire du Gouvernement près le tribunal de..., serait substitué le titre de *procureur de la République*.

Le Gouvernement provisoire, Décrète :

Art. 1^{er}. Les gardes nationaux mobiles de la ville de Rouen, au nombre d'environ 500 hommes, seront incorporés dans les différents bataillons de la garde nationale mobile de Paris.

Art. 2. Le corps des Lyonnais, s'élevant à environ 700 hommes, sera réuni aux 1,500 hommes d'infanterie de la garde républicaine de Paris.

Art. 3. A partir de demain, il ne sera plus fait d'enrôlement pour la garde nationale mobile dans les mairies de Paris.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

La garde républicaine de l'Hôtel-de-Ville, composée de six cents hommes, forme un bataillon spécial.

Le ministre provisoire de l'agriculture et du commerce, En vertu du décret du Gouvernement provisoire, en date du 2 mars 1848, dont la teneur suit : « Les affaires d'administration courante, qui, dans l'état actuel de la législation, ne pouvaient être réglées qu'au moyen d'ordonnances royales, seront valablement décidées par le ministre provisoire du département auquel ces affaires ressortissent. »

Voilà l'art. 34 de la loi du 17 décembre 1814 ;
Considérant que les droits d'entrée dont le sagon est passible, sont dans de proportion avec la valeur vénale du produit.
Arrête :
Art. 1. Les droits d'entrée du sagon sont établis ou modifiés ainsi qu'il suit :
Par navires français : d'ailleurs hors d'Europe . . . 20 les 100 kilog.
d'Europe . . . 30
des entrepôts . . . 40
Par navires étrangers . . . 40
Art. 2. Le présent arrêté sera publié au Bulletin des lois et au Moniteur.
Paris le 23 avril 1848.
BETHMONT.

Le ministre du Gouvernement provisoire, ministre des finances.
Vu le décret du 21 mars dernier, et l'arrêté du 26 du même mois, relatifs aux facilités accordées aux négociants qui voudront déposer leurs marchandises dans des magasins agréés par l'Etat, contre des récépissés transmissibles par voie d'endossement ;
Vu l'arrêté du commissaire du Gouvernement provisoire dans le département de la Loire-inférieure, en date du 5 avril 1848.

Art. 1. L'entrepôt réel des domaines à Nantes et ses annexes pourront continuer à recevoir les marchandises déposées en exécution des décrets et arrêtés précités.
Art. 2. Les art. 4 et 6 de l'arrêté précité du commissaire du Gouvernement provisoire dans le département de la Loire-inférieure, relatif à la subdivision des récépissés et à la quotité des prêts à faire sur ceux-ci, sont abrogés.
Art. 3. Le délégué du ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera déposé au secrétariat-général, pour être notifié à qui de droit.
Paris, le 23 avril 1848.

SUR L'ENSEIGNEMENT DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE AU COLLÈGE DE FRANCE.

À la chaire d'économie politique du Collège de France ont été substituées, par un décret du Gouvernement provisoire, cinq chaires d'économie générale consacrées aux objets principaux de l'activité sociale. Il est manifesté que, loin de réduire l'enseignement de l'économie politique, la mesure du Gouvernement a pour objet de le développer. L'idée que cet enseignement se serait affaibli, parce qu'en se partageant en sections il a changé de titre, ne pourrait donc être qu'un effet d'inadvertance.

Il ne serait pas moins erroné de supposer que l'enseignement de l'économie politique au Collège de France doit se réduire désormais à un simple exposé des faits économiques. En demandant qu'au lieu de servir à la propagation du système particulier adopté par le professeur, soit système de concurrence et libre-échange, soit de socialisme absolu, soit système mixte, etc., la chaire d'économie politique fût consacrée à tous les systèmes capitaux qui ont eu cours successivement en cette matière, la haute commission des études scientifiques et littéraires a voulu, au contraire, que le cercle des idées qui se rapportent à l'économie politique prit aux yeux des élèves de l'école d'administration, toute la grandeur qui lui appartient.

Pour faire justice de toute appréhension, il suffit de se reporter au passage du rapport approuvé par M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, où il est question de la place réservée, dans le plan de la haute commission, à un cours d'histoire de l'économie politique en quinze ou seize leçons.

Cette résolution, mûrement délibérée, a été appuyée dans les conclusions présentées à la sanction du ministre, par un programme détaillé de ce cours d'histoire de l'économie politique.

Le résumé suivant de ce programme, dont il n'est point nécessaire de citer ici tous les développements, suffit pour éclaircir parfaitement le point dont il s'agit. Il n'est pas besoin d'ajouter que le titulaire de la chaire d'économie générale, des finances et du commerce, du Collège de France, tout en ayant à ouvrir la série de ses leçons, sur les systèmes qui se sont successivement produits en économie politique, n'est lié en aucune façon du présent programme, rédigé simplement pour fournir une base à la haute commission.

Histoire de l'économie politique. — Abrégé du programme.

1^{re} Définition générale des principes de l'économie politique; différence de l'histoire des faits et de l'histoire des systèmes, l'une remontant à l'origine des sociétés, l'autre de date récente.

Coup d'œil sur les ébauches de systèmes, antérieures à la période scientifique.

2^e Premier avènement de la science. — Essais systématiques : l'école mercantile ou la théorie de la balance du commerce; ses avantages et ses inconvénients.

3^e Economistes financiers du 17^e siècle : Colbert, Melon, Vauban, Boisguilbert, Dutot, Forbonnais.

Economistes financiers de la première moitié du 18^e siècle : Law devine la véritable théorie du crédit; ses idées dénaturées et poussées à l'absurde.

Les frères Pâris : influence du système de Law sur le déplacement de la richesse en France.

4^e Première corruption systématique de l'économie : les physiocrates.

L'école divisée en trois actes. — La secte agricole : Quesnay, marquis de Mirabeau, etc. — La secte agricole, industrielle et commerciale : Gournay, Trudaine, d'Invan, etc. — La secte éclectique, cherchant à concilier les deux précédentes : Turgot.

Service rendu à la France par les physiocrates, en exaltant l'agriculture, ils empêchent la France de se lancer à la

suite de l'Angleterre, dans la carrière de l'industrialisme outré et du commerce excessif. Les physiocrates fondent la science économique en lui donnant pour but le bonheur de l'espèce humaine, et pour base le droit naturel.

5^e Ecole libérale : Adam Smith et ses disciples. Smith applique à l'économie toute entière la maxime du laisser faire, que Quesnay appliquait seulement aux industries stériles, au travail des artisans et au commerce; il fonde l'école industrielle libérale.

6^e Herrenschwand critique Quesnay et Smith, et pose en système l'économie politique et morale de l'espèce humaine : il est le précurseur des socialistes modernes. — Les socialistes au XVIII^e siècle.

7^e Malthus, disciple de Smith, voit l'abîme vers lequel court la société; il ne se contente pas de poser le fait, il le pose comme nécessaire; l'école fataliste est fondée.

8^e J.-B. Say donne la plus haute expression des théories de l'école libérale : il pousse les principes jusqu'à leurs dernières conséquences, et arrive, en politique, à la condamnation de principe d'autorité, en économie, à l'idéal de la concurrence illimitée, en morale, à la doctrine de l'intérêt privé.

9^e Sismondi et l'école critique : L'école libérale est attaquée, et la science revient à de nouveaux principes. Sismondi, au lieu d'imiter Malthus, entrevoit un avenir meilleur et ramène l'espérance.

10^e Ecole éclectique : Elle prépare la transition des idées négatives aux idées positives, mais sans conclure formellement.

11^e Ecole chrétienne : Elle ramène l'économie à la théorie de la bienfaisance : Ville-neuve-Bargemont, Morogues, Tournon, Pommeuse, Gerando.

12^e Ecole des statisticiens : Recherches positives d'observation : documents essentiels propres à servir de fondement aux idées spéculatives.

13^e Ecoles nouvelles : Apparition des idées d'organisation et d'association; tendance à une science morale, procédant à la fois de la raison, du sentiment et de l'expérience.

14^e Ecole d'Owen.

15^e Ecole de Fourier.

16^e Ecole de Saint-Simon.

17^e Ecole des libres-échangistes.

18^e Résumé général.

Le Gouvernement provisoire.

Considérant que certaines denrées, telles que volaille, gibier, marée, poisson d'eau douce, huîtres et beurre, introduites aujourd'hui dans Paris, et amenées directement soit chez les marchands, soit au domicile des consommateurs, échappent à l'application des taxes qui frappent les mêmes objets apportés sur les marchés ;
Que cette exception constitue une atteinte aux principes d'égalité ;

Qu'il convient dès-lors de faire cesser sans retard un privilège d'autant plus fâcheux qu'il porte sur des denrées qui, appartenant en général aux meilleures qualités sont destinées à la consommation des habitants les plus aisés ;
Considérant que les taxes à percevoir doivent être combinées de telle sorte qu'elles frappent davantage sur les produits de plus grande valeur, sans toutefois qu'elles puissent avoir pour effet de restreindre la consommation ;

Décète :

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} mai prochain, la volaille, le gibier, la marée, le poisson d'eau douce, les huîtres et le beurre, arrivant de l'étranger à destination particulière, paieront un droit d'octroi fixe, au poids, à l'entrée en ville, conformément au tarif ci-annexé.
Art. 2. Les droits présentement attribués à la ville de Paris sur les prix de vente en gros des mêmes denrées apportées dans les halles et marchés, continueront à être perçus sur le produit brut de la vente au taux fixé actuellement. Toutefois le saumon, le turbot, l'esturgeon, le thon frais, la barbe, la truite, le homard, la langouste, les crevettes et les écrevisses paieront à l'avenir un droit à la vente de 10 pour cent.

TARIF.

Désignation des objets assujétis aux droits proposés en principal, d'après l'unité française.

Truffes, pâtés et terrines truffées, volaille et gibier truffés, faisans, gelinottes, ortolans et becfigues, le kil.	80 c.
Volailles de toutes espèces, autres que les dindes et oies domestiques, gibier à plumes autre que celui désigné ci-dessus, sangliers, marcassins, chevreuils, daims, cerfs, lièvres et lapins de garenne, pâtés et terrines non truffés, viandes confites, anchois et autres poissons marinés ou à l'huile, le kil.	30 (1)
Dindes, oies et lapins domestiques, agneaux et chevreuils, le kil.	15
Saumons, turbots, esturgeons, thons frais, barbues, truites, homards, langoustes, crevettes et écrevisses	60
Tous autres poissons de mer ou d'eau douce.	15
Huîtres ordinaires.	5 (2)
Huîtres de Marennes et huîtres marinées,	10
Huîtres d'Ostende, ou tous autres que celles ci-dessus	15
Beurre de toute espèce, frais ou fondus, salés ou non	5 (3)

(1) Les droits se perçoivent sur le poids reconnu, sans autre déduction que celle de l'emballage.

En cas de mélange d'objets soumis à différentes taxes, le droit le plus élevé est appliqué conformément à la règle générale, à moins que l'introduit ne préfère en faire le triage, les déclarer et les présenter à la pesée séparément.

(2) Les droits sur les huîtres seront perçus sur le poids brut, sans aucune déduction pour paniers, barils ou emballage, sauf le droit qu'aura toujours l'introduit de débiter ses huîtres et de les faire peser séparément.

(3) La perception ne porte que sur le poids net.

Le Gouvernement provisoire ;

Vu son décret du 18 avril courant, portant qu'à Paris les droits d'octroi sur la viande de boucherie sont supprimés ;

Vu l'ordonnance du 24 décembre 1846, qui, d'une part, a substitué une taxe unique d'octroi de 10 fr. 54 c. par 100 kilogr. aux droits d'octroi et de caisse de Poissy acquittés par tête et qui, d'autre part, a disposé que le droit d'abatage établi par tête serait, à l'avenir, perçu également au poids sur le taux de 2 fr. par 100 kilog.

Considérant que les taxes afférentes à la caisse de Poissy ou à l'abatage représentent le prix d'un service rendu, et qu'elles sont nécessaires pour couvrir ou du moins atténuer les dépenses des services de ladite caisse et des abattoirs ;

Considérant que dans les études qui ont été faites récemment pour la construction d'abattoirs à Paris, la fixation du droit d'abatage sur ces animaux a paru trop élevée ;

Décète :

Art. 1^{er}. La taxe de caisse de Poissy et celle d'abatage sur les bestiaux livrés vivants à la consommation de Paris seront, à l'avenir, perçus par tête, conformément au tarif ci-après :

DÉSIGNATION des Bestiaux.	CAISSE de Poissy.	ABATAGE.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Bœuf	8 »	4 80	12 80
Vache	4 80	3 20	8 »
Veau	1 90	1 60	5 50
Mouton, brebis et chèvre	» 60	» 40	1 »
Porc, sanglier	»	1 75	1 75

Art. 2. Les taxes ci-dessus déterminées seront acquittées à l'introduction dans Paris.

Les lois et règlements en matière d'octroi sont applicables à la perception desdites taxes.

Art. 3. La taxe d'abatage sur les porcs ne sera perçue que lors de l'ouverture des nouveaux abattoirs aujourd'hui en construction.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le décret du 18 avril, qui supprime les droits d'octroi sur la viande de boucherie ;

Considérant qu'il est équitable d'appliquer la même mesure aux autres viandes qui sont entrées par les habitudes dans la consommation des travailleurs.

Décète :

Les droits d'octroi sur la viande fraîche de porc et sur la charcuterie sont supprimés.

Le Gouvernement provisoire, sur la proposition du membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics,

Décète :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministère des travaux publics, sur l'exercice 1848, un crédit de deux millions (2,000,000 fr.) pour la continuation des travaux du chemin de fer de Paris à la frontière d'Allemagne, entre Hombourg et Strasbourg.

Ce crédit sera prélevé sur la somme mise en 1840 à la disposition du ministère des travaux publics, pour les travaux des chemins de fer.

Art. 2. Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics, est spécialement chargé de l'exécution du présent décret.

MAIRIE DE PARIS.

Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris ;

Vu les art. 34, 35 et 36 de l'instruction du Gouvernement provisoire, en date du 8 mars dernier ;

Vu l'arrêté fait en mairie de Paris, le 12 avril courant, relatif aux opérations électorales pour la nomination des représentants du peuple dans le département de la Seine,

Arrête :

Art. 1^{er}. Le recensement général des votes aura lieu le 28 avril courant, à l'Hôtel-de-ville de Paris.

Art. 2. La séance sera ouverte à neuf heures du matin, sous la présidence du doyen d'âge des maires de Paris.

Art. 3. Les maires des arrondissements de Paris et des communes rurales, accompagnés des délégués nommés dans chaque bureau central, cantonal ou d'arrondissement, feront partie de la réunion centrale de l'Hôtel-de-Ville. Ils s'y rendront au jour et heure indiqués ci-dessus.

Ils y apporteront le procès-verbal du bureau central, cantonal ou d'arrondissement, et les annexes (ou les procès-verbaux des diverses sections).

Art. 4. La réunion centrale désignera un de ces membres pour faire les fonctions de secrétaire.

Art. 5. Il sera donné lecture des procès-verbaux des diverses assemblées et des réclamations qu'ils contiendraient. La réunion centrale pourra donner son avis sur les réclamations; elles resteront jointes au procès-verbal comme documents propres à éclairer la décision de l'Assemblée nationale, à laquelle il appartient de statuer définitivement sur la vérification des pouvoirs de ses membres.

Art. 6. La réunion centrale de l'Hôtel-de-Ville n'aura pas à revenir sur les attributions des bulletins, faites dans les assemblées cantonales ou d'arrondissement. Elle se bornera à faire le recensement des votes suivant les procès-verbaux arrêtés par ces assemblées.

Semblablement, si des candidats faisaient connaître qu'ils n'accepteraient point l'élection en cas où ils obtiendraient la majorité légale, la réunion centrale ferait mention de leur réclamation, mais sans y donner d'autre suite. Ce serait à l'Assemblée nationale à statuer.

Art. 7. Le recensement général terminé, le bureau de la réunion centrale en informera immédiatement le maire de Paris et ses adjoints.

Art. 8. Les candidats qui auront réuni deux mille suffrages au moins, seront, suivant l'ordre des suffrages qu'ils auront obtenus, proclamés représentants du peuple par le membre du gouvernement provisoire, maire de Paris.

Si un nombre de candidats plus considérable que celui des

représentants à élire obtenait cette majorité, celui ou ceux qui auraient obtenu le plus de voix seraient seuls déclarés représentants.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé serait proclamé, sauf décision ultérieure de l'Assemblée nationale.

Si, au contraire, le nombre des candidats ayant obtenu la majorité exigée par l'art. 9 du décret du 5 mars, était inférieur à celui des représentants attribués au département de la Seine, il ne serait proclamé que les citoyens réunissant ce nombre de suffrages, et la représentation du département serait complétée par une nouvelle élection qui aurait lieu huit jours plus tard.

Art. 9. Un procès-verbal constatant l'accomplissement de toutes ces opérations, sera rédigé et signé par les membres du bureau de la réunion centrale.

Fait à l'Hôtel-de-Ville de Paris, le 25 avril 1848.

ARMAND MARRAST.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes.

Vu l'arrêté du 19 mars 1848, ainsi conçu :

« Une commission est chargée d'examiner les modifications qu'il convient d'apporter au costume actuel des élèves des écoles et des lycées et de faire connaître son avis sur les exercices militaires qu'il y aurait lieu d'introduire dans les lycées de la République » ;

Vu le rapport de cette commission, en date du 23 avril courant,

Arrête :

Art. 1^{er}. Les élèves de l'école normale supérieure porteront à l'avenir l'uniforme suivant :

Tunique bleue, fermée par un seul rang de boutons dorés, collet et parements en velours vert, avec palmes brodées en or au collet ; pantalon bleu large, avec bande verte, tombant sur la chaussure ; col noir ; chapeau tricorne et épée.

Art. 2. Les élèves des lycées porteront à l'avenir un costume ainsi réglé :

Souliers demi-bottes ; pantalon bleu, large avec liseré rouge, tombant sur la chaussure, tunique bleue bordée d'un liseré rouge au collet, aux parements et sur le devant ; fermée par une seule rangée de boutons dorés ; palmes brodées en or au collet ; ceintures de cuir noir, avec plaques au milieu, sur laquelle seront les initiales du lycée. Pour coiffure, képi brisé avec galon, liserés et gland fixé au fond en or.

Les institutions et pensions qui voudraient adopter l'uniforme des lycées ne pourront le faire qu'à la condition d'ajouter à la tunique un collet de couleur tranchante, en drap ; les palmes de la tunique devront être brodées en argent, et les boutons argentés.

Art. 3. Les exercices gymnastiques introduits dans les collèges sont maintenus ; toutefois ils n'auront lieu qu'une fois par semaine, et les élèves n'y seront admis qu'avec l'autorisation du médecin.

Les élèves de toutes les classes feront, deux fois par semaine, l'exercice du soldat sans armes et du pas gymnastique.

Les élèves âgés de seize ans seront exercés au maniement du fusil, à moins que le médecin de l'établissement ne les trouve trop faibles de constitution.

Les élèves des lycées seront à l'avenir organisés par compagnies, ayant un sergent-major, un sergent fourrier par cour, et un sergent et deux caporaux par compagnie.

Les élèves investis de ces grades n'auront, en dehors des exercices, aucune action sur leurs camarades, les grades ne leur étant conférés que pour faciliter la bonne exécution de ces exercices.

Art. 4. M. Le conseiller directeur, de l'école normale supérieure, M. le vice-recteur de l'Académie de Paris et MM. les recteurs des académies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,

Vu le décret du 21 mars dernier, et l'arrêté du 26 du même mois, relatifs aux facilités accordées aux négociants qui voudront déposer leurs marchandises dans des magasins agréés par l'Etat, contre des récépissés transmissibles par voie d'endossement :

Vu l'arrêté du commissaire du Gouvernement provisoire dans le département du Nord, en date du 21 avril présent mois :

Vu l'arrêté du commissaire du Gouvernement provisoire dans le département de la Haute-Vienne, en date du 13 avril présent mois :

Vu l'arrêté du commissaire du Gouvernement provisoire dans le département de la Somme, en date du 17 avril présent mois :

Arrête :

Art. 1^{er}. Les greniers de l'hôpital général, ainsi que les magasins situés rue des Foulons, 11, à Valenciennes, pourront continuer à recevoir les marchandises déposées en exécution des décrets et arrêtés précités.

Art. 2. Les art. 4 et 6 de l'arrêté précité du commissaire du Gouvernement provisoire dans le département du Nord, relatifs à la délivrance et à la subdivision des récépissés sont abrogés.

Art. 3. Les bâtiments communaux de la Visitation et leurs annexes à Limoges, pourront continuer à recevoir les marchandises déposées en exécution des décrets et arrêtés précités.

Art. 4. Le local dépendant de l'ancienne abbaye de Ham, situé rue Notre-Dame, n° 14, à Ham, pourront continuer à recevoir les marchandises déposées en exécution des décrets et arrêtés précités.

Art. 5. Le bâtiment de l'hôtel de ville à Beauvais (Oise), et ses annexes pourront continuer à recevoir les marchandises déposées en exécution des décrets et arrêtés précités.

Art. 6. Le délégué du ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera déposé au secrétariat général, pour être notifié à qui de droit.

Rapport du président de la haute commission des études scientifiques et littéraires au ministre de l'instruction publique et des cultes.

ÉCOLES MATERNELLES.

Monsieur le ministre,

La haute commission a été profondément touchée de la sollicitude qui vous a porté à recommander à son attention les salles d'asile. Elle n'ignore pas que c'est au sein de ces modestes institutions que se prépare l'éducation du pays et que se déposent les germes les plus essentiels peut-être de l'avenir. Aussi abonde-t-elle pleinement dans l'espoir de voir la main bienfaisante de la République s'y étendre.

Elle ne dissimule pourtant pas la profonde différence qui doit séparer ce genre d'institutions de celui des écoles primaires. La charge de l'Etat, en ce qui concerne l'instruction publique, doit aller sans cesse en augmentant, tandis qu'à l'égard des salles d'asile, dans l'opinion de la haute commission, qui est heureuse, monsieur le ministre, de s'y trouver d'accord avec vous, la charge de l'Etat devrait tendre, au contraire, à aller sans cesse en se restreignant. Il faut que toutes les mères, conformément au vœu de la nature, qui est aussi celui de la plus sage politique, soient mises finalement en telle position que rien ne les empêche plus de vaquer aux soins de cette éducation de la plus tendre enfance, qui est leur premier devoir comme leur premier bonheur, et dont aucun fonctionnaire de l'Etat ne saurait s'acquitter aussi bien qu'elles.

Mais en attendant que la République ait pu corriger les inconvénients si nombreux que le régime du passé a implantés jusque dans nos mœurs, et dont souffre aujourd'hui tout le peuple de France, il faut bien s'appliquer à ce qui n'a que le caractère de remède avec le même zèle qu'à ce qui est revêtu d'un caractère organique et définitif. C'est à ce point de vue que la haute commission a voulu étudier les asiles. Elle les regarde comme destinés à faciliter l'éducation des enfants des travailleurs et à concourir ainsi à l'avènement de l'époque où, toutes les familles ayant conquis les lumières et la liberté pratique qu'il leur faut, la première enfance ne pourra s'écouler nulle part plus heureusement qu'au foyer domestique.

Nous souhaiterions, monsieur le ministre, qu'on pût considérer les salles d'asile comme le domicile de la meilleure des mères qui, rassemblant autour de ses enfants ceux des familles du voisinage, s'appliquerait à les développer sans fatigue tous ensemble sous le triple rapport du cœur, de l'intelligence et du physique, tout en les excitant à s'égayer. Aussi, renonçant bien volontiers à ce nom de *salles d'asile* qui semble rappeler des idées de misère et d'aumône, la haute commission vous recommande-t-elle unanimement ce nom si doux d'école maternelle, ou se peinte si bien l'esprit nouveau, et que vous aviez vous-même, monsieur le ministre, relevé avec satisfaction dans une lettre de Mlle Marie Carpentier. C'est sous ce nom qu'elle aurait à cœur de voir l'institution se perfectionner, se généraliser et se répandre jusqu'à nouveau ordre, sous votre autorité, dans toute l'étendue de la République.

C'est assez vous dire, monsieur le ministre, que la haute commission vous adresse toutes les assurances de son zèle à vous seconder dans une entreprise aussi utile que le perfectionnement de ces petites écoles, et particulièrement dans tout ce qui concerne l'école spéciale de perfectionnement que vous proposez d'instituer à Paris. Elle insiste expressément pour que les cours d'instruction proprement dits y soient réduits aux plus faibles proportions, et qu'une école maternelle modèle, accompagnée des exercices et des explications convenables, en soit tout le fondement. C'est dans cette institution que l'on mettrait en essai les méthodes de récréation les plus avantageuses pour le développement comme pour le plaisir des enfants, et que les aspirantes et directrices de toute la France pourraient venir s'initier aux pratiques maternelles que l'expérience de l'école modèle aurait décidé votre ministère à sanctionner.

Agréez, monsieur le ministre, mon salut respectueux et fraternel.

Le président de la haute commission des études scientifiques et littéraires,

JEAN REYNAUD.

Fête du Champ-de-Mars.

De toutes les solennités destinées à inaugurer la nouvelle ère républicaine, la plus imposante sera, sans contredit, celle qui est indiquée pour le 4 mai, à l'occasion de l'ouverture de l'Assemblée nationale.

Quelques parties du programme, dont nous tracerons une esquisse rapide, ont un caractère tout à la fois grandiose et pittoresque.

Sur la ligne des boulevards seront échelonnés trente-deux édifices légers, sortes de reposoirs sous lesquels seront exposés les produits les plus remarquables des diverses branches du travail : chacun de ces édifices, entouré de jeunes filles, servira de lieu de réunion aux délégués des corps d'état désignés par le sort pour transporter les produits de toutes les industries au Champ-de-Mars.

Dans la rue ci-devant Royale stationneront les délégués de la garde nationale à cheval, formant la tête du cortège.

Viendront ensuite :

Les membres du Gouvernement provisoire ;

Les représentants de l'Assemblée constituante ;

Les délégués des départements ;

Les députations des ministres des différents cultes ;

Les délégués des ouvriers ;

Les corps savants, les cours et tribunaux ;

Sur la place de la Madeleine, on verra un char attelé de quatre paires de bœufs aux cornes dorées et ornées de banderoles.

Ce char, d'une forme simple et rustique, portera d'abord trois arbres : un chêne, un laurier, un olivier, symbole de force, d'honneur et d'abondance ; puis une charrue au milieu d'un groupe d'épis, de fruits et de fleurs.

Autour du char, un chœur, composé de jeunes filles, élè-

ves du Conservatoire de musique, chantera des hymnes patriotiques.

Derrière le char, les orphéonistes alternent avec l'autre chœur.

Les piédestaux du pont d'Iéna seront surmontés de statues représentant l'Agriculture, l'Industrie, la Marine, l'Armée de terre.

A l'entrée du Champ-de-Mars s'élèveront deux colonnes ou pyramides surmontées des drapeaux nationaux des peuples qui ont conquis la liberté.

Sur la colonne de droite seront inscrits les noms des villes révolutionnaires d'Allemagne et d'Italie ; au pied s'élèveront trois figures, la France, l'Allemagne et l'Italie se donnant la main.

Autour et au pied de la colonne de gauche se dresseront les figures allégoriques de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité, se donnant aussi la main.

Au-dessous de ces figures et sur la même colonne seront inscrits les noms des quatre-vingt-six départements.

Deux chœurs, l'un d'orphéonistes, l'autre de femmes, accompagnés par des orchestres, salueront de leurs chants chacune des sections du cortège à son entrée dans l'enceinte du Champ-de-Mars.

Le char symbolique, le clergé catholique, les ministres des différents cultes, les membres du Gouvernement provisoire, les représentants de l'Assemblée constituante, les délégués des ouvriers, de l'armée et de la garde nationale, les corps savants, cours et tribunaux, prendront le centre du Champ-de-Mars.

Les travailleurs, l'armée et la garde nationale en masse suivront les allées latérales, où seront placées quatre rangées de tentes surmontées de flammes et banderoles, et seize monuments destinés à recevoir les chefs-d'œuvre des travailleurs.

A l'extrémité du Champ-de-Mars, devant l'Ecole militaire, s'élèvera une vaste construction, espèce de forum en hémicycle, contenant de vastes gradins disposés de manière à former un immense amphithéâtre embrassant tout le pourtour.

Le centre du champ de Mars sera marqué par une statue de 8 à 10 mètres de hauteur, représentant la République française.

Le piédestal de cette statue sera assis sur une large base circulaire disposée en gradins, ou l'on montera par quatre escaliers offrant à leur entrée deux lions de proportion colossale, aux armes de la ville de Paris et des principales villes de France, et surmontés du symbole de la Fraternité.

Autour du socle de ce monument, on réunira les drapeaux et les bannières des travailleurs en un vaste et imposant faisceau ; de sorte que la figure de la République s'élèvera au milieu de ce groupe, symbole de force, d'union et de travail.

Cinq salves d'artillerie et des chants patriotiques exécutés par deux grands orchestres placés au centre des faces latérales annonceront le commencement de la cérémonie.

Au même moment un ballon pavoisé aux couleurs nationales s'élancera dans les airs, et les tentes placées sur quatre rangs autour du Champ-de-Mars s'ouvriront et laisseront voir des tables toutes servies : les toiles s'étendant par un appareil de cordages, disposé à cet effet, s'uniront de manière à former un immense velum qui abritera tous les convives.

A neuf heures du soir, un feu d'artifice sera tiré sur le pont de la Concorde.

A la même heure, un autre feu représentant la prise de la Bastille se tirera au champ de Mars même.

Cette fête sera grande comme toutes les solennités populaires, et le 4 mai éclipsera sans doute le 20 avril ; car ce ne sera plus seulement Paris et la banlieue qui prendront part à cette fraternisation, mais un grand nombre d'habitants des départements et d'étrangers, qui pourront se convaincre par le témoignage de leurs yeux, que la République n'a pas à craindre pour l'ordre et la sécurité générale, même au sein de manifestations gigantesques qui mettent en mouvement vers un même point des masses presque fabuleuses de population, parce que, la République étant l'expression et la sauvegarde des vœux et des intérêts de tous, chaque citoyen est prêt à la défendre au besoin, et à réprimer spontanément toute tentative de trouble.

Nouvelles Étrangères.

ANGLETERRE. LONDRES. — La démonstration annoncée par M. Cochrane, et qui devait avoir lieu à Londres, a complètement échoué. Elle n'a pas même réussi à piquer la curiosité. La police a pourchassé quelques badauds réunis pour voir passer le cortège absent. M. Cochrane s'est modestement rendu en voiture au ministère de l'intérieur, où il a remis sa pétition... au portier.

POLOGNE. — Le *Courrier de Varsovie*, journal officiel, annonce une nouvelle de la plus haute importance.

Les quatre premiers magistrats polonais, le sénateur Krasiński à leur tête, se sont rendus à Saint-Petersbourg, pour demander à l'empereur le rétablissement du royaume de Pologne, tel qu'il existait avant la révolution, sous la suzeraineté de la Russie, avec adjonction de la Galicie et du grand-duché de Posen.

Cette démarche est évidemment faite de concert avec l'empereur Nicolas ; on ne s'expliquerait pas autrement que le prince Paskewitch y eût donné son agrément.

Le tzar veut trancher la question polonaise en sa faveur ; au lieu de devenir l'avant-garde de l'Europe contre lui, la Pologne serait son avant-garde contre l'Europe.

Les candidats russes au trône de Pologne sont le grand-duc Constantin et le prince de Leuchtenberg.

La Russie fait d'immenses préparatifs militaires.

Les polonais du grand-duché de Posen protestent de leur côté énergiquement contre l'intention du gouvernement prussien de distraire du duché les cercles allemands.

DANEMARK. — Le journal *la Post* de Copenhague, du 19 avril, annonce que le gouvernement danois a mis l'em-

bargo sur les navires prussiens, mecklembourgeois et hano-vriens qui se trouvaient dans le port de Copenhague. Les bâ-timents de la marine royale ont ordre de s'emparer des na-vires prussiens qu'ils rencontreront. La neutralité de Ham-bourg et de Lubeck sera respectée aussi longtemps que ces deux villes libres s'abstiendront d'actes hostiles à l'égard du Danemark.

Une rencontre assez importante a eu lieu le 21 avril, près d'Altenhof, entre 2.000 hommes d'infanterie danoise, un fort détachement de cavalerie et quelques canons, et les corps francs de Wasmer et de Ranzau, auxquels s'étaient joints des volontaires hambourgeois, berlinois et colonais. L'affaire a duré plusieurs heures. Les Danois sont restés maîtres du champ de bataille. Quatre chariots de blessés ont été ramenés à Rendsbourg. Les Prussiens devaient quitter cette dernière ville le 22, pour se porter à la rencontre de l'ennemi.

Berne, 22 avril.

SUISSE. — « La diète s'est ajournée jusqu'au 12 mai. Avant de se séparer, elle a adopté le rapport de la Commis-sion chargée de la distribution des sommes versées en faveur des victimes de la guerre contre le Sonderbund.

« De nouvelles demandes en grâce lui ayant été adressées, elles les a écartées.

« Elle a accordé à Fribourg que l'inspection de son con-tingent serait différée jusqu'en 1850.

« Elle a renvoyé à une commission la demande des cantons d'Uri, Schwitz, Zug et Unterwalden, tendant à ce que le se-questre mis sur les munitions, à eux appartenant, qui ont été arrêtées dans le Tessin, soit levé.

« Elle a entendu plusieurs communications relatives aux événements d'Allemagne.

« Elle a consenti à ce que les troupes que le gouverne-ment d'Argovie a récemment mises sur pied n'eussent que la solde fédérale.

« Un personnage, gardant le plus strict incognito, est ar-rivé la nuit dernière à Berne, et s'est fait ouvrir les portes de l'hôtel du Faucon, d'où il a pris, ce matin, la route de Genève. Tout porte à croire que c'est l'ancien roi de Bavière qui va rejoindre Lola-Montès. »

Nouvelles des départements.

— On écrit d'Avignon :

« Un fait grave vient d'être constaté par l'autorité judi-ciaire de cette ville.

« Mercredi soir, 19 avril, M. le juge d'instruction du tri-bunal civil d'Avignon, assisté du commissaire près le tribu-nal, du capitaine commandant la gendarmerie et d'une bri-gade de gendarmes, s'est transporté à l'usine exploitée par M. Montagnac, d'Avignon, située sur le territoire de la com-mune de Vedones. On a fait une perquisition dans ladite usine pour parvenir à la constatation du délit de fabrication de cartouches, qui avait été signalé à l'autorité

« Après de minutieuses recherches, on est parvenu à saisir dans l'habitation du concierge dudit établissement les objets nécessaires à la fabrication des cartouches. Procès-verbal de saisie a été dressé sur les lieux, contre le sieur Morel, con-cierge de l'établissement. Une instruction est commencée.

— Quelques personnes, dit l'Observateur des Pyrénées, font courir le bruit qu'il y aura des désordres à Pau dimanche prochain, à l'occasion des élections. Nous ne savons trop d'où peuvent partir de semblables appréhensions que rien ne peut justifier. Loin de croire que les élections seront tumultueuses, nous sommes sûrs, au contraire, qu'elles seront ici une véri-table fête, et que tous les électeurs, remplis du sentiment de leur droit et de la gravité de leur acte, tiendront à prouver qu'ils comprennent l'importance des grands intérêts qui vont s'asseoir et s'organiser d'ici à quelques jours.

LYON. — On lit dans le Salut public, de Lyon :

« Hier matin, un facteur de la compagnie des facteurs lyon-nais, qui transportait des bulletins électoraux, mais qui ne les distribuait pas, a été assailli au coin de la rue Saint-Dominique, par des individus qui l'ont fort maltraité, et qui ont déchiré tous ses bulletins.

« Au même moment, un employé de M. Mothon, imprimeur, transportait des bulletins électoraux. Il a été arrêté dans la rue par des Voraces et conduit à la Préfecture. Comme l'on retenait son paquet de bulletins et qu'on le gar-dait à vue, il a demandé à être conduit à l'imprimerie de M. Mothon, disant que si un débat devait avoir lieu au su-jet de ces bulletins, c'était l'imprimeur que cela concernait. On a accédé à sa demande.

« Des hommes armés de sabres l'ont accompagné. L'im-primeur leur a demandé s'ils avaient un ordre émanant d'une autorité quelconque pour s'emparer de ses imprimés. Alors deux d'entre eux sont allés chercher un mandat; mais ils sont revenus à l'imprimerie sans avoir pu l'obtenir. Ils n'en ont pas moins persisté à garder les bulletins, enlevant en outre tous ceux qui se trouvaient à l'imprimerie. Ils ont dit qu'il n'était pas permis de distribuer aucune liste différente de la leur, parce que la leur seule était bonne.

« Nous croyons que l'établissement de M. Mothon n'est pas le seul qui ait été visité ce matin; d'autres imprimeries ont été fouillées.

« On nous rapporte que sur la place des Terreaux, on livre aux flammes des monceaux de bulletins.

« Ces actes coupables doivent être sévèrement réprimés. L'autorité, à moins d'abdiquer le pouvoir dont elle est dépo-sitaire, ne peut tolérer de pareils faits. »

LILLE. — M. Dubois, président de la chambre du conseil de Lille, est-il suspendu ou non? Telle est la question que s'adressent en ce moment les habitants de Lille, et proba-blement M. Dubois lui-même.

On se rappelle que M. Dubois avait été suspendu par M. Delescluze, commissaire-général du gouvernement. Une première dépêche télégraphique, émanée des ministres, avait confirmé cette suspension; une deuxième dépêche vient de

l'infirmer. Voici en effet ce qu'on lit dans l'Indépendant de Douai :

« Par décision du 21 courant, le ministre de la justice a révoqué la suspension de M. Dubois, juge au tribunal de Lille.

« Une dépêche télégraphique du même jour a informé de cette mesure le commissaire du gouvernement du départe-ment du Nord.

« Nous applaudissons de grand cœur à cet acte d'éclatante réparation.

« Honneur au ministre qui comprend si bien la dignité de la magistrature, les devoirs du juge et les droits sacrés de la justice. Le règne de l'anarchie et de l'arbitraire touche enfin à son terme. L'ordre va désormais assurer le triomphe pacifique de la liberté. »

Mais M. Delescluze ne se tient pas pour battu. Voici ce qu'il fait imprimer dans son journal, le Messager du Nord :

« L'Echo du Nord annonce la réintégration de l'illustre Dubois, cet intéressant juge que le commissaire-général du département a suspendu de ses fonctions. Nous pouvons dire à l'Echo qu'il est mal informé; que le sieur Dubois est tou-jours en suspension, et que malgré toutes les dépêches télé-graphiques, il ne reprendra ses fonctions qu'avec l'agrément du commissaire-général.

« On parle d'une dépêche télégraphique; nous nous bor-nerons à dire à l'Echo que les dépêches se suivent et ne se ressemblent pas... toujours. Si donc, ce que nous ignorons, il y a eu une dépêche pour annoncer la réintégration probable du sieur Dubois, nous en connaissons une autre qui enjoint au procureur-général près la cour de Douai de demander l'adhésion du commissaire-général.

« Cette adhésion, le citoyen Delescluze ne l'eût peut-être pas refusée hier, tant il attache peu d'importance au person-nel d'une magistrature qui va disparaître demain devant une réforme complète; mais nous nous étonnerions qu'il l'accordât aujourd'hui, après qu'on a voulu exploiter contre lui la réin-tégration du sieur Dubois.

« Que la suspension soit donc légère à l'illustre Dubois! C'est le seul vœu que nous puissions former pour lui. »

Faits Divers.

— Hier, une personne qui demeure dans les environs de l'église Notre-Dame, aperçut de sa fenêtre un individu qui mettait en lambeaux le drapeau national placé sur l'une des tours. Il courut prévenir les gardes nationaux de service au poste du Parvis, et ceux-ci allèrent aussitôt s'emparer de l'in-dividu qu'on leur avait signalé.

C'était un jeune homme de quinze à seize ans, qui a été attaché à la maîtrise de Notre-Dame. Il ne jouit pa depuis quelque temps d'une raison très-saine, et c'était parce que le vent avait endommagé le drapeau et qu'il voulait qu'on en mit un autre, qu'il achevait de le déchirer.

Comme il n'avait eu aucune intention séditieuse, et qu'il ne jouit pas, comme nous l'avons dit d'un esprit lucide, le commissaire de police près duquel on l'avait conduit l'a fait relaxer.

— Un double crime a été commis hier, dans l'après-midi, rue du Dauphin, 4, dans un hôtel meublé.

Une jeune personne de vingt et quelques années, occupant un modeste logement au cinquième étage de cette maison, était recherchée en mariage par un de ses cousins, âgé de trois ou quatre ans plus qu'elle, dont elle refusait d'agréer l'hommage. Le jeune homme s'est présenté chez elle et a fait une dernière tentative pour la décider à accepter l'offre de sa main.

Sur son refus obstiné, il s'est armé d'un pistolet qu'il lui a déchargé en pleine poitrine, et l'a étendue raide morte à ses pieds. Il a rechargé aussitôt son pistolet et a cherché à se faire sauter la cervelle; mais cette fois l'arme a raté. Sans perdre une minute, il saisit un poignard dont il s'était muni à dessein, et s'est plongé le fer dans le cœur. Il est tombé à l'instant même sans vie sur le carreau, à côté du cadavre de sa victime.

— On écrit de Mulhouse : « Nous avons eu ici, vendredi dernier, sur la place du Nouveau-Quartier, un spectacle tout-à-fait nouveau et fort divertissant. A l'imitation de ce qui se passe chez le peuple anglais, un candidat à la députa-tion nationale a fait sa profession de foi en plein vent, et a subi, avec un courage vraiment héroïque, les interpellations, les quolibets, et enfin le jugement de la multitude. A l'appel qui a été fait d'appuyer cette candidature, pas une main ne s'est levée en sa faveur. »

— La Cité a été encore hier le théâtre d'un crime déplo-rable. Un jeune homme nommé Albert-François, dit Martin, courtier en librairie, rencontra en sortant de chez lui, rue Corbeau, deux musiciens du Gymnase musical, qu'il connais-sait peu. Albert les engagea pourtant à dîner avec lui, et le repas se prolongea jusqu'à une heure assez avancée.

En sortant du restaurant, nos trois viveurs, dont la tête était fort échauffée, résolurent d'aller dans une maison de tolérance tenue par la femme Bouture, rue Saint-Eloi. Là, ils burent de rechef, et Alfred, qui ordinairement était d'un caractère fort paisible, devint si turbulent, si querelleur, que le mari de la femme Bouture, qui était couché, se leva pour l'expulser.

Les musiciens qui, peut-être, de leur côté, avaient eu à souffrir de l'humeur tapageuse de leur amphytrion, ne pri-rent pas sa défense lorsqu'on le mit dehors, et ils restèrent dans l'intérieur de la maison. Furieux de se voir ainsi aban-donné, Albert se mit à frapper de toutes ses forces aux volets, et prenant ensuite dans sa poche un couteau-poignard, il en enfonçait la lame avec rage dans le panneau de la porte.

Bouture, irrité, s'arma d'une barre de bois de chêne énorme qui était dans un coin, et ouvrant précipitamment la porte, il sortit et asséna sur la tête du malheureux Albert un coup de barre tellement violent, qu'il l'étendit raide mort à ses pieds. Les musiciens, en voyant les dispositions de Bou-

ture, s'étaient levés cette fois pour venir à la défense de leur camarade; mais ils arrivèrent trop tard; et lorsqu'ils voulurent donner des soins au pauvre Albert, qu'ils croyaient seu-lement blessé, ils ne ramassèrent qu'un cadavre. Albert avait été frappé au-dessous de la tempe droite. Sa blessure ne présente extérieurement qu'une plaie très-peu étendue; l'autopsie pourra seule déterminer les causes qui ont occa-sionné la mort.

Bouture a été arrêté immédiatement après le crime par le deux musiciens et des passants. On l'a conduit au poste du Palais-de-Justice, d'où il a été extrait ce matin pour être in-terrogé par le commissaire de police. Il prétend n'avoir frappé que légèrement le malheureux Albert, et que c'est en tom-bant sur l'angle du trottoir qu'il s'est tué. Bouture a été en-voyé au dépôt de la Préfecture.

— La réouverture des salles de l'exposition de 1848 a eu lieu hier mercredi 26 avril à dix heures du matin. L'expo-sition durera jusqu'au dimanche 21 mai, à 4 heures.

— On sait que le club présidé par le citoyen Blanqui tient ses séances dans une des salles du Conservatoire. Une salle voisine servait hier aux opérations électorales d'une section du 2^e arrondissement, et comme il fallait passer par cette salle pour se rendre à celle du club, l'autorité a cru devoir interdire la séance d'hier au soir. Cette interdiction n'a pas, heureusement, causé l'agitation que quelques citoyens redoutaient. Cependant, un piquet de 250 gardes nationaux stationnait dans la cour du Garde-Meubles.

— L'autorité avait été prévenue hier soir que des tenta-tives devaient être faites pour enlever les urnes qui contien-nent les scrutins électoraux, afin de rendre nulles les élec-tions de Paris.

De forts piquets de gardes nationaux stationnent dans cha-que section, afin de repousser toute tentative de violence.

On dit qu'à Versailles il y a eu quelque désordre à l'oc-casion des élections.

— On lit dans la Patrie :

— On assure que le maire du XII^e arrondissement vient d'être suspendu de ses fonctions. On ajoute même que plu-sieurs employés auraient été arrêtés à la suite de graves irrégularités auxquelles ont donné lieu, dans le XII^e arrondisse-ment, la distribution des cartes d'électeur et le vote d'un grand nombre d'entre eux. Il va sans dire que nous ne ga-rantissons en aucune façon l'exactitude de ces nouvelles, qui, vu leur gravité, ont jeté une certaine émotion dans le public.

— On lit dans le Messager :

« Le bruit a couru hier qu'un des membres du Gouverne-ment provisoire, après une assez vive discussion au sein du conseil, aurait parlé de donner sa démission. Il lui aurait été répondu que si son offre était sérieuse, elle était acceptée.

« Le membre dont il s'agit serait celui-là même qui, il y a cinq semaines, avait déjà été invité par ses collègues à faire retraite devant les témoignages de mécontentement qui, pourtant alors, ne commençaient qu'à poindre dans quelques départements. »

— A partir d'hier matin, la troupe de ligne a relevé tous les postes que la garde nationale occupait encore dans les prisons.

— Hier dans l'après-midi quelques détachements des lan-ciers et des dragons qui s'étaient réunis à plusieurs gardes nationaux et officiers d'autres corps ont parcouru, musique en tête, les quais et le pont des Arts pour se rendre au lieu assigné pour fêter le retour de la troupe à Paris.

Un banquet a dû avoir lieu.

— On lisait hier dans le Messager :

« Paris a été sillonné hier au soir par de nombreuses pa-trouilles de la garde nationale et de la mobile; après deux journées d'élection, passées dans le calme le plus parfait, la population était inquiétée par ce déploiement de la force pu-blique. On disait que la poignée d'insensés dont les tentatives anarchiques ont tenu depuis dix jours tout Paris en éveil, voulait enlever les urnes des scrutins, et rendre ainsi inévi-tables des élections nouvelles.

« Nous ne savons pas trop ce que ces individus gagne-raient à renouveler l'épreuve, au moyen d'un coup de main qui ne ferait qu'ajouter à l'irritation que leur turbulence a suscitée contre eux. »

— Il paraît que c'est surtout dans le 1^{er} et 2^e arrondis-sement que la vigilance la plus attentive était prescrite aux patrouilles. Ces arrondissements sont ceux que dans le plus grand nombre des clubs on signale comme suspects et enta-chés de l'esprit de réaction.

Théâtres.

FOLIES DRAMATIQUES. — Nous avons assisté ces jours derniers à la représentation du Père Brouillard, vaudeville en un acte de MM. Grangé et consorts. Le résumé de cette bouffonnerie est celui-ci : — Un vieillard de mœurs égril-lardes, cherche à séduire une jeune fille fort jolie; ma-foi la donzelle, par goût ou tempérament, préfère un beau garçon bien découplé, possédant toutes les qualités, même des dettes. Qui donc n'en a pas aujourd'hui? Le Céladon sexa-génaire apprend, par hasard ou par une portière, nous n'o-sons affirmer, que la personne qui entrave ses projets de séduction est son débiteur. Projet de réclusion pour l'amou-reux fortuné qui, grâce à un monsieur, son parent, se tire d'affaire, c'est-à-dire de la prison, et épouse sa jolie fiancée. — Des scènes fort joliment arrangées, des couplets spirituels, des mots graveleux, une petite femme charmante, Mlle Mar-tin qui gazouille bien agréablement; n'est-ce pas de re que la pièce a eu plein succès. — De tout temps, du reste, M. Mou-rier a eu la main heureuse.

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 53, quai des Augustins.